

ne sera jamais plus forte qu'elle ne l'est aujourd'hui, tandis que le nombre de soldats aguerris augmente chaque année en Allemagne. Mais la France ne peut pas engager la lutte sans un allié. Son seul allié possible est le Czar et il lui faut attendre que celui-ci donne le signal.

Il est fort peu probable que ce signal soit donné, tant que l'armée russe ne sera pas complètement munie des armes les plus récentes et les plus perfectionnées. Alors même, le Czar pourra hésiter à plonger l'Europe dans un conflit tel qu'il n'aura jamais eu de précédent.

En attendant, l'impatience des Allemands écrasés par l'impôt de l'argent et de la conscription militaire ne peut pas hâter d'une heure la décision de la question. Cette décision viendra, non de Berlin, mais de St-Petersbourg.

* * *

La Vérité a créé toute une sensation en publiant, la première de tous les journaux canadiens, le texte du nouvel arrêté en Conseil, envoyé par le gouvernement fédéral au premier ministre de Manitoba.

De l'avis de notre excellent confrère de Québec, ce dernier arrêté est virtuellement une reculade de la part du cabinet fédéral ; il annule et retire le premier en remettant toute l'affaire sur le tapis et en ouvrant la porte à tous les compromis.

Telle est aussi l'opinion d'un grand nombre d'hommes politiques et de journaux des deux partis.

D'un autre côté des personnages importants et qu'on n'a aucune raison de croire hostiles à une équitable solution de la question des écoles prétendent attendre beaucoup de bien du nouvel arrêté au point de vue final.

“ Le gouvernement de Manitoba, disent-ils, et ceux qui partagent ses vues gardaient un dernier prétexte pour ne pas rendre justice à la minorité. Le dernier arrêté leur enlève le plus fort de leurs fallacieux arguments et le gouvernement fédéral peut maintenant leur dire : nous vous avons prié d'agir par l'arrêté en conseil rémédiateur et vous avez refusé ; alors nous sommes entrés en pourparlers avec vous aux fins d'arriver à un règlement à l'amiable, et encore là vous refusez ; dans ce cas, il ne nous reste plus qu'à agir. ”

A bref délai, les événements nous diront laquelle de ces opinions est la bonne.

Espérons encore que le gouvernement fédéral, pour avoir temporisé tant qu'il l'a pu, n'en fera pas moins tout son devoir à la session de janvier, avant de se présenter devant l'électorat.

* * *